

MALI KURA, MALI FANGA

LA TRAJECTOIRE POLITIQUE DU MALI SOUS DOMINATION MILITAIRE

Dr Maxime RICARD

Chercheur Afrique de l'Ouest à l'IRSEM

RÉSUMÉ

Comment s'est construite la domination militaire au Mali à la suite des coups d'État de 2020 et 2021 ? Quelles reconfigurations des relations civilo-militaires a-t-elle entraînées ? Quels sont les effets de ces changements politiques sur les économies de la violence au Sahel ? Au-delà de la contingence du régime d'Ibrahim Boubacar Keïta, les désillusions nées des promesses non tenues de l'ouverture démocratique post-1991 sont à l'œuvre. Des ordres de violence entretenus par les logiques (contre-)insurrectionnelles se sont aggravés, dix ans après le coup de 2012. Cet état de fait permet de comprendre le soutien populaire aux coups d'État de 2020 et 2021, reposant sur l'espérance du *Mali Kura*, le nouveau Mali. La rhétorique du pouvoir guerrier du *Mali Fanga* mis en place par la transition militaire, bénéficiant d'une présomption d'efficacité, traduit ce choix de réponse aux crises maliennes. Les résultats actuels se résument à une fuite en avant autoritaire, une exacerbation des économies et ordres de violence, et un tournant stratégique pariant sur l'impopularité de l'intervention française. La « guerre contre le terrorisme » menée depuis dix ans au Sahel a des effets durables, participant au développement des ordres de violence. Dans une logique de surenchère, la transition malienne reçoit le soutien russe via la société militaire privée Wagner, accompagnant cette volonté martiale. Cette trajectoire interroge sur l'ordre socio-politique malien, la volonté d'une résolution des conflits et la configuration du pouvoir au Mali à long terme.

SOMMAIRE

Introduction	2
Désillusions et coups d'État au Mali	3
Le <i>Mali Fanga</i> : reconfiguration des relations civilo-militaires	8
Domination militaire et tournant stratégique	12
L'exacerbation des ordres de violence et la question de la résolution des conflits	17
Conclusion	22

INTRODUCTION

La temporalité socio-politique malienne s'est accélérée en 2020, lorsqu'un profond mouvement de contestation a balayé le régime d'Ibrahim Boubacar Keita (IBK) (2013-2020), réélu pour un second mandat. Un coup d'État militaire mené par des officiers supérieurs maliens a entériné cette demande de changement en août 2020, installant un gouvernement de transition dirigé formellement par des civils. Celui-ci a été renversé en mai 2021 par ces mêmes officiers, dans le contexte de divergences politiques. Le colonel Assimi Goïta est depuis président de la transition, dans un gouvernement où la présence militaire est renforcée.

Le contexte de ces coups d'État est celui de l'échec de la réponse nationale/internationale aux crises maliennes, dix ans après le coup d'État contre Amadou Toumani Touré en 2012, soulignant à la fois l'épuisement d'un mode de gouvernement, l'incapacité à résoudre les conflits au Nord Mali et au centre, et les tensions préexistantes dans les mondes ruraux dans un cadre de profondes transformations sociales¹. La résilience des insurrections djihadistes en zone rurale est construite sur ces faiblesses structurelles du Mali contemporain. Les économies de la violence au Mali et au Sahel se sont ainsi considérablement aggravées depuis plusieurs années.

Le régime d'IBK nouvellement élu devait en théorie, grâce aux victoires militaires de l'opération française Serval, mettre en place un certain nombre de réformes pour permettre une résolution durable du conflit malien. En réalité, les interventions internationales ont eu pour effet politique principal de protéger les élites maliennes, grâce à la rente d'extraversion² sécuritaire de protection contre les insurrections. Parallèlement, les intervenants internationaux ont promu le « retour de l'État » dans les zones périphériques dans lesquelles les insurrections djihadistes ont prospéré, un retour impossible dans les conditions structurelles actuelles³.

En 2020, le mouvement de contestation contre IBK a fait naître l'espérance populaire et politique, devenue slogan, du *Mali Kura*, le nouveau Mali. Ceci signifiait des aspirations multiformes : agir face aux crises socio-politiques ayant produit des économies de la violence dévastatrices dans de nombreux endroits du pays ; balayer une classe politique délégitimée ; mais aussi répondre aux revendications sociales des populations. La transition militaire s'est emparée de cette espérance depuis 2020, et a ouvert un espace politique pour l'expression d'un discours nationaliste. Celui-ci a été mobilisé crescendo, en particulier après la décision française en juin 2021 de reconfigurer l'opération Barkhane, menant à la fermeture des bases françaises au Nord Mali (Kidal, Tessalit, Tombouctou).

1. Marie Derrider, *Élites, élections et transformations du politique au Mali*, Paris, Karthala, 2021 ; Marie Brossier, Cédric Jourde et Modibo Ghaly Cissé, « Relations de pouvoir locales, logiques de violence et participation politique en milieu peul (Région de Mopti) », Rapport projet Mali, Montréal, Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix, 2018 ; Jean-François Bayart, Ibrahima Poudiougou et Giovanni Zanoletti, *L'État de distorsion en Afrique de l'Ouest*, Paris, Karthala, 2019.

2. Jean-François Bayart, « Africa in the world: a history of extraversion », *African Affairs*, 99, 99:395, p. 217-267.

3. Alexander Thurston, « [The Hollowness of 'Governance Talk' in and about the Sahel](#) », Commentary, Italian Institute for International Political Studies, 2021.

Pour les élites maliennes, cette décision signifiait la mise à mal de cette rente d'extraversion sécuritaire, dans un contexte de perception plus globale au Mali d'absence de résultats des politiques internationales de contre-terrorisme⁴. Ces tensions ont enclenché un tournant stratégique malien, avec l'arrivée de la société militaire privée (SMP) russe Wagner et l'accroissement d'une logique martiale contre les insurrections au centre du pays. Cette configuration politique a mené au retrait de l'opération Barkhane annoncé en février 2022 et terminé en août de la même année.

Ces choix politiques du *Mali Kura* dans un contexte d'accroissement de la domination militaire représentent dans une partie de l'imaginaire malien⁵ la notion de *fanga*⁶ (ici comprise comme force brutale, guerre), comme conception de la pratique du pouvoir, mettant en avant « la rhétorique du pouvoir guerrier⁷ ». Comment s'est construite la domination militaire au Mali à la suite des coups d'État de 2020 et 2021 ? Quelles reconfigurations des relations civilo-militaires a-t-elle entraînées ? Quels sont les effets de ces changements politiques sur les économies de la violence au Sahel ?

L'espoir du *Mali Kura* a suscité d'importantes attentes depuis 2020 et la prise de pouvoir des militaires. Les ressorts de la crise de légitimité du régime d'IBK mais aussi d'une forme de gouvernement post-colonial sont profonds. Dans ce contexte, les relations civilo-militaires ont été reconfigurées, avec une pression autoritaire de plus en plus importante, reproduisant des pratiques de régimes passés. Cette domination militaire au Mali s'inscrit dans un important tournant stratégique. Elle renforce les ordres et économies de la violence par l'exacerbation de la réponse coercitive. La perspective de la résolution des conflits semble de plus en plus illusoire. Cette transition militaire pose ainsi des questions existentielles sur la trajectoire de l'ordre socio-politique malien⁸.

DÉSILLUSIONS ET COUPS D'ÉTAT AU MALI

Au-delà de la contingence du régime d'IBK, les désillusions nées des promesses non tenues de l'ouverture démocratique post-1991 sont à l'œuvre. Ces trois décennies d'ouverture démocratique aux résultats peu probants, dans le contexte de développement d'ordres de violence, expliquent la popularité initiale des coups d'État au Mali. L'absence de résultats de l'armée, en particulier au centre du Mali, et ce malgré les investissements massifs, mais aussi une crise sociale et politique permettent de comprendre l'impopularité

4. Yvan Guichaoua et Lamine Savané, « [Mali. Où va la "rectification" ?](#) », *Afrique XXI*, 2 août 2022.

5. Car ce mot bambara résonne particulièrement au sud du Mali.

6. Qui peut signifier aussi le pouvoir politique ou l'autorité.

7. Jean-Loup Amselle, « [Rhétoriques du pouvoir au Mali](#) », *Condition humaine / conditions politiques*, 3, 2022.

8. Cette note s'appuie notamment sur 27 entretiens réalisés à Bamako au Mali en août 2021, avec des officiers des forces de défense et de sécurité, des responsables politiques et gouvernementaux, des responsables d'organisations de la société civile, des représentants d'organisations non gouvernementales internationales, ainsi que des officiers militaires français. Je remercie aussi les participants du colloque « The future of security assistance in the Sahel » du 11 au 13 juillet 2022, organisé par le George C. Marshall European Center for Security Studies, l'IRSEM et l'IHEDN, ainsi que du séminaire de réflexion autour de la réadaptation de la stratégie française à destination des pays sahéliens et des pays du Golfe de Guinée du 1^{er} juin 2022, organisé par l'AFD, Expertise France, la DGRIS, le MEAE et l'IRSEM.

d'IBK. La défiance envers la volonté de la classe politique – *Mali Koro*, ancien – de revenir au pouvoir a été illustrée par le « coup dans le coup » contre le gouvernement de transition en 2021. Il y a ainsi dans une grande partie de la population une présomption d'efficacité des militaires à répondre aux crises multiples des sociétés sahéniennes. L'importance de la mobilisation du Mouvement du 5 juin-Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP) dans le soutien populaire au coup d'État est centrale. Dans un contexte politique tendu, des grèves massives, une grave situation sécuritaire avec de nombreuses pertes pour l'armée malienne, les ténors politiques du M5-RFP ont été le porte-voix de la révolte contre le pouvoir, permettant en partie de légitimer le coup d'État de 2020, même si cela n'était pas nécessairement leur intention.

Un système politique aux abois

Pendant la guerre froide, le Mali était dominé par un « État prétorien⁹ » avec à sa tête Moussa Traoré (1968-1991), à la suite de l'épisode socialiste de Modibo Keita (1960-1968). Ces périodes de domination autoritaire¹⁰ soulignent la continuité entre le colonial et le postcolonial. Dans un contexte structurel de dépendance économique, les élites maliennes ont construit des rentes de l'extraversion. L'ouverture démocratique à partir de 1991, réalisée grâce à une demande populaire forte, n'a pas permis jusqu'ici de changer cette structuration du pouvoir car, durant la période post-guerre froide sous ajustement structurel, la dépendance de l'État à l'aide s'est accélérée tandis que les demandes populaires de justice sociale restaient sans réponse. Cela a laissé un espace de plus en plus important aux acteurs religieux, pour parer aux manques.

Les années d'ajustement structurel ont eu pour effet de réduire les marges de manœuvre de l'État tandis que la démocratisation amplifiait les attentes des citoyens, par exemple dans le secteur de l'éducation, particulièrement en mauvais état. Longtemps considéré comme un « *donor darling*¹¹ », le Mali est en réalité un État très dépendant de l'aide, avec un appareil administratif transnationalisé. Les élites (politiques, grands commerçants...) bénéficient d'un taux de prélèvement obligatoire très faible. Cette classe sociale ne voit pas ainsi d'intérêt à un renforcement de l'État¹², sauf peut-être à un surinvestissement dans l'armée. La combinaison de la forte croissance économique et de la démocratie formelle n'a donc pas permis de construire un espace socio-politique inclusif, avec pour résultat une participation électorale parmi les plus basses de la région¹³ : « Si on est là, c'est que la politique n'a pas marché¹⁴. »

9. Marc-André Boisvert, *The Malian Armed Forces and its discontents: civil-military relations, cohesion and the resilience of a postcolonial military institution in the aftermath of the 2012 crisis*, Thèse de doctorat, University of East Anglia, 2019, p. 92.

10. Bruce Whitehouse, « Mali: Collapse and Instability », dans Leonardo A. Villalón, *The Oxford Handbook of the African Sahel*, 2021.

11. Isaline Bergamaschi, « The Fall of a Donor Darling: The Role of Aid in Mali's Crisis », *The Journal of Modern African Studies*, 52:3, 2014, p. 347-378.

12. Adam Baczkó et Gilles Dorronsoro, « [Mali : À refuser la réforme, les élites politiques maliennes risquent la révolution](#) », *Le Monde*, 8 juillet 2021.

13. Bruce Whitehouse, « Mali: Collapse and Instability », *op. cit.*

14. Entretien (notes), colonel-major de l'armée malienne, Bamako, 27 août 2021.

Le déficit de légitimité du régime d'IBK reposait sur une profonde lassitude des populations, ce qui a eu pour effet de multiplier ses ennemis politiques : « Depuis août 2020, le pays était ingouvernable. Il fallait que quelqu'un se décide¹⁵. » À la suite des élections législatives de 2020 entachées de nombreuses accusations de fraude, le régime politique d'IBK était ainsi aux abois. Le coup d'État de 2020 a été en quelque sorte une crise post-électorale : une grande partie de la classe politique percevait la composition de l'assemblée législative comme illégitime, « le cœur du problème¹⁶ ».

Le slogan de la campagne présidentielle d'IBK en 2013 était « le Mali d'abord ». La perception populaire de sa pratique du pouvoir a ensuite été raillée par l'expression « ma famille d'abord ». La formule illustre même une crise morale¹⁷, avec la mise à l'index du fils d'IBK Karim Keita, qui a été président de la commission de défense de l'Assemblée nationale, mais aussi de l'épouse de l'ancien président. Le coup d'État de 2020 faisait suite à l'émergence de revendications sociales inédites depuis 1991¹⁸.

Le régime d'IBK a principalement reproduit les pratiques du passé, sans appliquer sérieusement les accords d'Alger (2015) tout en construisant des rentes grâce au soutien international au contre-terrorisme et à l'augmentation du budget de la défense. La relation aux acteurs internationaux s'est résumée à « simuler un partenariat avec les soutiens externes, qui en réalité n'était pas fondé sur des buts ou intérêts communs¹⁹ ».

Un investissement massif dans le secteur de la sécurité

Le régime a ainsi, malgré l'augmentation massive de la taille de l'armée, laissé la situation sécuritaire au centre du pays se détériorer gravement tout en enchaînant les scandales de corruption : « Le gros de la corruption au Mali concerne le secteur de la sécurité. Tout est “secret défense” quand on s'y intéresse. C'est la société qui est malade, l'armée n'est pas en dehors de cela²⁰. » La loi d'orientation et de programmation militaire adoptée en 2015 avait suscité beaucoup d'espoirs. Elle a été entachée par de graves scandales révélés notamment par le Bureau du vérificateur général, avec de nombreux cas de surfacturations et de détournements de fonds. Ces dynamiques n'étaient que la reproduction de pratiques anciennes, qui ont continué lors de la période de démocratisation. Le poids du secteur de la défense est devenu très important : en 2010, le budget de l'armée était de 146 millions de dollars US, en 2017, il était passé à 458 millions de dollars US, représentant 22 % du budget national malien²¹. La hausse du budget a permis une augmentation substantielle des effectifs. Les conditions de recrutement dans l'armée s'inscrivent clairement dans des pratiques (là aussi anciennes) de népotisme²².

15. Entretien (notes), employé onusien, Bamako, 23 août 2021.

16. Entretien (notes), homme politique et ancien ministre de plusieurs gouvernements, Bamako, 27 août 2021.

17. « [Mali : des vidéos privées du fils du président IBK créent la controverse](#) », *Jeune Afrique*, 3 juillet 2020.

18. Entretien (notes), responsable d'une organisation des droits humains, Bamako, 30 août 2021.

19. Denis M. Tull, « [Mali: The uncertain prospects of intervention](#) », SWP-Megatrends Afrika, Policy Brief, 1, 2022.

20. Entretien (notes), employé onusien, Bamako, 23 août 2021.

21. Marc-André Boisvert, *The Malian Armed Forces and its discontents*, op. cit., p. 273.

22. *Ibid.*, p. 296-299.

Les revendications des sous-officiers du « militariat²³ » du coup d'État de 2012 ont permis de mettre en place un ensemble de réformes pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des militaires maliens. Sous IBK, cette armée a connu d'importants déséquilibres dans la composition communautaire de ses effectifs, avec une concentration de recrutements venant des communautés du sud et du centre du pays (bambara, malinké, bobo), au détriment des principales communautés du Nord Mali (songhaï, peules, arabes, tamashek). L'augmentation du budget a aussi permis la floraison de nominations de généraux²⁴, tandis que les familles des soldats tombés au front manifestaient leur indignation face aux pertes subies par l'armée : « Ce sont les enfants de pauvres qu'on envoie au front²⁵. »

Le coup de 2020

Le coup d'État de 2020 a été élaboré méthodiquement, très différemment de celui de 2012. Son organisation reposait sur une négociation qui a probablement impliqué des pièces maîtresses du système sécuritaire malien. Beaucoup d'acteurs interrogés interprètent le coup comme une forme d'arrangement entre les grands corps de l'armée malienne, mais aussi a minima via une négociation avec la Sécurité d'État : « Ce n'est pas un coup d'État, mais un arrangement au niveau des militaires. Les colonels ont décidé de dégager les généraux qui avaient reçu des galons sous IBK, et la famille présidentielle²⁶. »

Parallèlement au contexte de défiance populaire, les théories sur les éléments contingents déclencheurs du coup d'État de 2020 sont nombreuses, en particulier sur la manière dont les alliances au sein des élites se sont reconfigurées pour se retourner contre IBK. Les personnes interviewées évoquent régulièrement la publication en juin 2020 d'un rapport onusien sur l'implication de hauts gradés dans des trafics de drogue, dans lequel le patron de la sécurité d'État de l'époque, ancien commandant de la Garde nationale, Moussa Diawara, était cité. Le rôle de ce dernier est souvent mentionné : « On ne peut pas faire un coup d'État sans lui²⁷. »

Cependant des débats subsistent sur le degré d'implication des pièces maîtresses du système sécuritaire malien dans la préparation du coup. Un consensus s'est de fait néanmoins construit dans l'armée à l'approche du coup d'État. L'opposition entre bérets verts et bérets rouges, très forte en 2012, n'était pas présente ici, mettant en avant l'importance de la Garde nationale qui a eu un rôle central (deux des cinq colonels putschistes, l'actuel ministre de la Défense Sadio Camara et Modibo Koné, actuel directeur de la sécurité d'État, en faisaient partie).

23. *Ibid.*, p. 272.

24. Entretien (notes), responsable ONG de développement, Bamako, 25 août 2021.

25. Entretien (notes), responsable d'une autorité administrative indépendante, Bamako, 24 août 2021.

26. Entretien (notes), enseignant-chercheur, Bamako, 24 août 2021.

27. Entretien (notes), colonel de gendarmerie, 23 août 2021.

Le M5-RFP : une puissante mobilisation cooptée

Avec le soutien de religieux influents comme l'imam Mahmoud Dicko, le M5-RFP consistait à la fois en une coalition d'acteurs de l'opposition et un porte-voix des critiques politiques et même morales de la classe politique au pouvoir sous IBK. Certains acteurs du M5-RFP en 2020 étaient réunis sous la bannière d'un discours nationaliste critiquant les ingérences des interventions internationales au Mali. Tous étaient d'accord pour dénoncer la gestion de la politique de défense par l'État.

Lors du coup d'État de 2020, le M5-RFP était constitué de trois pôles principaux²⁸ : 1) la Coordination des mouvements, associations et sympathisants de l'influent imam Mahmoud Dicko²⁹ (CMAS) ; 2) un ensemble de groupes représentant une tradition nationaliste (opposée aux accords d'Alger par exemple), une « gauche anti-globalisation³⁰ », fondamentalement opposée à l'intervention française dont les principaux étaient Espoir Mali Koura (EMK) de Cheikh Oumar Sissoko, Groupe des patriotes du Mali (GPM), et Yérèwolo³¹ dirigé par Adama Ben Diarra dit « Ben le cerveau », lui-même ayant été un proche d'un opposant historique de la gauche malienne, Oumar Mariko³² ; et 3) le Front pour la sauvegarde de la démocratie (FSD) du défunt opposant Soumaïla Cissé.

Si les membres du M5-RFP se sont réjouis de la chute du régime, certains d'entre eux ont estimé que la junte militaire n'avait pas la légitimité pour prendre la tête de ce renversement d'IBK. Après le coup d'État d'août 2020, le M5-RFP, dans le contexte d'une classe politique atone et méfiante envers les militaires, était la seule véritable force politique ouvertement critique et audible face à la mise en place de la transition civilo-militaire. Les ténors du M5 critiquaient en effet à cette période les consultations de la charte de transition (comme processus factice), la mise en place du Conseil national de transition (comme non représentatif), et globalement le poids des militaires dans le gouvernement de transition.

Des acteurs clés du M5-RFP au départ critiques de la transition ont été cooptés, en particulier l'actuel Premier ministre Choguel Kokalla Maïga, installé lors du « coup dans le coup » en 2021, mais aussi certains des groupes précités, par exemple « Yérèwolo (hommes dignes) Debout sur les remparts ». Ce Premier ministre est temporairement remplacé par intérim, à la suite de problèmes médicaux, par le colonel Abdoulaye Maïga depuis le 22 août 2022. Néanmoins, une frange importante du M5-RFP est aujourd'hui toujours critique envers le pouvoir. Certains religieux, qui forment un réseau patrimonial parallèle et lié au politique, comme le chérif de Nioro, soutiennent la transition, tandis que l'imam Mahmoud Dicko, au départ un élément central du M5-RFP, a pris ses distances.

28. Sebastian Elischer, « Populist civil society, the Wagner Group and post-coup politics in Mali », *West African Papers*, 36, Paris, OECD, 2022.

29. Lors de nos entretiens plusieurs acteurs ont souligné que les tensions entre IBK et l'imam Dicko (ce dernier l'ayant soutenu lors de son élection en 2013) reposaient à la fois sur la mauvaise gestion de l'État perçue par Dicko, mais aussi sur des mésententes spécifiques avec le Premier ministre en 2020 sur des affaires politico-financières. L'imam Dicko ne souhaitait pas forcément une démission ou un renversement d'IBK, la situation lui aurait ainsi échappé.

30. Sebastian Elischer, « Populist civil society, the Wagner Group and post-coup politics in Mali », *op. cit.*, p. 18.

31. Soupçonné d'être proche de la « galaxie Prigojine » russe ; voir Maxime Audinet et Emmanuel Dreyfus, *La Russie au Mali : une présence bicéphale*, Étude n° 97, IRSEM, 2022.

32. Actuellement inquieté par la transition pour ces critiques du pouvoir.

Actuellement, la division au sein du M5-RFP entre les acteurs cooptés et les membres toujours critiques de la transition militaire fait que celle-ci n'est plus une force politique unie. Une partie du M5-RFP qui partageait un discours nationaliste en opposition aux interventions internationales, en particulier française, soutient le gouvernement de transition, tout en poussant par exemple aussi au départ de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali³³ (MINUSMA). La transition appuie et/ou finance des mouvements comme Yérèwolo plaidant pour la prorogation de la transition, la rupture stratégique avec la France, ainsi que la défiance envers de nombreux acteurs internationaux au profit d'un rapprochement avec l'État russe. Aujourd'hui *Mali Kura* s'exprime principalement à travers cette orientation politique.

LE MALI FANGA : RECONFIGURATION DES RELATIONS CIVILO-MILITAIRES

Les colonels ont été perçus au départ comme mettant en place « une transition pour faire le ménage³⁴ ». Mais quelle reconfiguration des relations civilo-militaires a-t-elle produite ? Quelles ont été les réformes instituées deux ans après la mise en place de la transition ? La transition militaire au pouvoir diffère des deux coups d'État précédents. Dans la perception des citoyens, l'offensive des militaires pour la captation de rentes dans l'administration est illustrée par la plaisanterie « Colonel va devenir directeur de la mosquée ». La transition, surtout depuis le « coup dans le coup », s'est investie dans des réformes mais est de plus en plus exposée en raison de son incapacité à enrayer la crise sécuritaire et à promouvoir une résolution des conflits.

Les militaires aux commandes

Les cinq principaux colonels du Conseil national pour le salut du peuple (CNSP), qui ont installé la transition militaire en août 2020, étaient principalement des officiers supérieurs de terrain, éduqués au Prytanée militaire de Kati, ayant effectué des formations à l'étranger. Ils sont jeunes (le plus âgé a 43 ans) et discrets. Ayant été commandants d'unités sur le terrain au nord et au centre, ils avaient le soutien de leurs troupes (« ces colonels avaient la maîtrise des unités, c'était ça leur force³⁵ »). Plusieurs individus interviewés soulignent qu'ils ont bénéficié du soutien d'une partie de la haute hiérarchie militaire, et que plusieurs d'entre eux étaient proches de Moussa Diawara, l'ancien directeur de la sécurité d'État : « Eux [les colonels], ils ont exécuté le coup d'État, mais ils n'ont pas pensé le coup d'État³⁶. »

33. Deutsche Welle (DW), *Au Mali, décryptage des objectifs du mouvement Yérèwolo*, 5 août 2022.

34. Entretien (notes), responsable politique de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) n° 2, 2 septembre 2021.

35. Entretien (notes), employé onusien, Bamako, 23 août 2021.

36. Entretien (notes), homme politique et ancien ministre de plusieurs gouvernements, Bamako, 27 août 2021.

Le président de ce CNSP, le colonel Assimi Goïta (commandant du bataillon autonome des forces spéciales), était vice-président de la transition. Depuis le « coup dans le coup » de mai 2021, il est président de la transition. Le vice-président du CNSP, le colonel Malick Diaw (ancien adjoint du commandant de la zone militaire de Kati), est aujourd'hui le président du Conseil national de transition (CNT), organe para-législatif de la transition. Outre l'actuel Premier ministre par intérim, trois autres militaires du CNSP ont un rôle central : le colonel-major Ismaël Wagué est ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion nationale, le colonel Sadio Camara (ancien directeur du Prytanée militaire de Kati) est devenu le puissant ministre de la Défense³⁷, et le colonel major Modibo Koné, directeur de la sécurité d'État.

S'inspirant des travaux précurseurs de A. Perlmutter³⁸, S. Elischer distingue trois idéaux-types de transition militaire : les dirigeants, les arbitres et les indépendants³⁹. Les dirigeants sont très sceptiques quant à la capacité des civils à fournir un leadership efficace et s'attendent à bénéficier matériellement et politiquement d'un régime militaire à long terme. En revanche, les arbitres sont favorables au retour d'un régime civil. Les indépendants sont composés d'officiers indécis quant à la trajectoire politique future d'un régime et au rôle des forces armées au sein de celui-ci. Pour l'instant, la pratique du pouvoir de la junte militaire à différents degrés exprime ces trois idéaux-types.

Les renversements de Moussa Traoré en 1991, puis d'Amadou Toumani Touré (ATT) en 2012 ont été dominés par des militaires « arbitres » du jeu politique, permettant une transition rapide vers des élections et un gouvernement civil, dans laquelle la société politique était l'actrice principale. Cette fois-ci, l'attitude de la transition militaire est différente. Plusieurs personnes interviewées (militaires et non-militaires) ont souligné que l'affaiblissement de l'armée dans le contexte des ajustements structurels sous Alpha Oumar Konaré, la gestion de l'armée sous ATT, et le manque de progrès depuis dix ans expliquent la perte de contrôle sécuritaire de l'armée nationale, et ainsi la nécessité d'une « reprise en main » des militaires.

Les militaires sont perçus par la société malienne comme se positionnant pour capter les réseaux patrimoniaux dans l'État. Ils procèdent à des nominations à tous les étages de celui-ci⁴⁰ : « c'est leur tour⁴¹ ». En 2021, le personnel de l'hôpital Gabriel Touré à Bamako s'est révolté contre la nomination d'un militaire comme directeur au détriment d'une personnalité respectée. Beaucoup s'interrogent aussi sur des nominations d'officiers comme gouverneurs de régions au sud du pays tandis que des civils sont nommés au nord. Des militaires sont ainsi nommés au sud dans des positions perçues comme rentières⁴², ainsi qu'au CNT.

Les militaires de la transition sont réticents à voir l'ancienne classe politique revenir en force et cherchent à retarder la date des élections. Mais ils se présentent aussi comme

37. Yvan Guichaoua et Lamine Savané, « [Mali. Où va la "rectification" ?](#) », *op. cit.*

38. Amos Perlmutter, « The Praetorian State and the Praetorian Army », *Comparative Politics*, 1:3, 1969, p. 382-404.

39. Sebastian Elischer, « Militaries in Sahelian Politics », dans Leonardo A. Villalón, *The Oxford Handbook of the African Sahel*, 2021, p. 3.

40. Jeune Afrique, « [Mali : de la présidence aux gouvernorats, les militaires ont-ils désormais la main sur toute l'administration ?](#) », 26 août 2022.

41. Entretien (notes), responsable d'une autorité administrative indépendante, 24 août 2021.

42. Entretien (notes), enseignant-chercheur, Bamako, 24 août 2021.

des arbitres en ayant finalement, après de nombreuses négociations avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), proposé un calendrier pour différentes élections entre 2023 et 2024 (la dernière étant la présidentielle) et promulgué une nouvelle loi électorale, le 24 juin 2022, qui permet aux militaires d'être éventuellement éligibles. Ainsi, leurs intentions véritables sur l'acceptation d'un retour à un système politique pluraliste ne sont pas clarifiées jusqu'ici.

Même s'ils organisent les élections, ils pourraient aussi mettre en place durablement par exemple un régime politique d'« autocratie électorale⁴³ » dans lequel le parti dirigeant profite des ressources financières, coercitives et symboliques de l'État pour avoir un avantage significatif sur ses opposants. Il est ainsi possible qu'en 2023 ces reconfigurations politiques s'expriment à travers des (nouvelles ?) organisations partisans.

Une volonté de réformer ?

La transition militaire a, lors de la première année, suscité l'ouverture d'enquêtes judiciaires au nom de la lutte contre la corruption, avec pour effet principal pour l'instant d'écarter ses adversaires politiques, en l'absence de procédures judiciaires menées à leur terme. Les ouvertures d'enquêtes pour lutter contre l'impunité (Boubou Cissé, Moussa Diawara, Soumeylou Boubèye Maïga qui est décédé en détention, le commandant de la Forsat Oumar Samaké) ont été accueillies positivement à Bamako. Il est encore trop tôt pour juger d'une réelle volonté politique : ces enquêtes sont sélectives et politiquement instrumentalisées.

La transition s'est aussi investie dans des réformes perçues comme « populaires » s'inscrivant dans des « paniques morales⁴⁴ » controversées, comme un arrêté interdisant « l'importation, la distribution, la vente et l'usage » du narguilé ou chicha sous peine de prison. La transition s'est aussi engagée sur ce type de réformes après les déclarations du ministre de la Justice qui a évoqué un projet d'interdiction de l'homosexualité⁴⁵. Ces questions doivent être aussi envisagées dans leur rapport aux acteurs religieux.

Le CNT se veut un organe législatif de la transition militaire. Dans la pratique, c'est avant tout un outil de cooptation pour la junte, « un instrument juridique qui calme le politique [...] c'est mieux que rien⁴⁶ ». Le CNT est en réalité un organe qu'on pourrait qualifier de para-législatif, dans la mesure où sa représentativité est très discutable (en l'absence de circonscription, avec une surreprésentation des militaires), mais aussi du fait que l'institution a pour rôle principal de valider les intentions de l'exécutif de la transition. Néanmoins, à plusieurs reprises, la personnalité du président du CNT Malick Diaw a pu entrer en collision avec celle du Premier ministre Maïga. Le CNT peut même constituer un pôle de

43. Nicolas Van de Walle, « Conclusion: Democracy fatigue and the ghost of modernization theory », dans T. Hagmann et F. Reyntjens (dir.), *Aid and Authoritarianism in Africa: Development without democracy*, Uppsala et Londres, Zed Books, 2016, p. 161.

44. Stanley Cohen, *Folks devils and moral panics* (3^e éd), Londres et New York, Routledge, 2002.

45. Radio France internationale, « [L'homosexualité pourrait bientôt être interdite et sanctionnée au Mali](#) », 23 août 2022.

46. Entretien (notes), homme politique et ancien ministre de plusieurs gouvernements, Bamako, 27 août 2021.

contre-pouvoir au sein de la transition, même si cette question est discutée⁴⁷. Le CNT a notamment joué un rôle important contre le projet de loi électorale du Premier ministre, en l'amendant largement.

La réforme électorale est le chantier de politique nationale le plus important de la transition jusqu'ici, en lien avec les âpres négociations avec la CEDEAO à ce sujet. Ces tensions ont mis le pays sous sanction dont un embargo financier et économique de la CEDEAO pendant six mois, qui a été levé le 3 juillet 2022, après la promulgation de la nouvelle loi électorale. D'un point de vue politique, les amendements du CNT à la version finale de la loi ont été perçus comme un camouflet pour le Premier ministre, mais surtout cette loi ouvre la possibilité aux membres de la junte de se présenter aux élections en quittant les forces armées quatre mois avant, en contradiction avec la charte de la transition de 2020⁴⁸. L'article 3 de la nouvelle loi électorale met en place une Autorité indépendante de gestion des élections (AIGE) qui récupère les principales prérogatives qu'avait le ministère de l'Administration territoriale, ce qui a été source de tensions au sein de la transition. Cette autorité unique était une demande des organisations de la société civile. Un des grands enjeux résidera dans la nomination des membres de cette AIGE.

Une armée exposée

L'armée s'est elle-même mise dans une position difficile, car elle est actuellement aux prises avec la gestion d'une transition, soumise à une profonde réorganisation depuis plusieurs années, tout en menant une guerre difficile au centre et au nord, et en étant même sérieusement menacée au sud. L'absence de résultats des forces armées pour améliorer la situation sécuritaire était un des enjeux centraux du mouvement de mécontentement contre IBK : à la question « quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer ? » de l'enquête Afrobaromètre sur un échantillon représentatif, aléatoire et stratifié⁴⁹, réalisée entre mars et avril 2020, l'item « crime et insécurité » est de loin le plus cité en première réponse (23,8 %) devant l'éducation (14,6 %). Dans la même enquête, plus de 70 % des interviewés estimaient négativement les capacités du gouvernement à prévenir ou résoudre les conflits violents⁵⁰.

Dans ce contexte, ce sont les réformes du secteur de la sécurité sur lesquelles la transition est la plus attendue. Le choix des hauts gradés placés à la tête de l'armée, sélectionnés globalement sur des critères de compétence, a été salué y compris par des responsables militaires français, qui ont souligné leur qualité de techniciens⁵¹. Tandis que l'unité des forces armées lors du coup d'État en 2020 était remarquable, la transition a depuis élargi une ligne de fracture préexistante dans l'histoire de l'armée malienne, entre les officiers supérieurs présents sur le terrain et appelés à des responsabilités pour gérer la transition,

47. *Jeune Afrique*, « [Mali : Malick Diaw, au-dessus de tout soupçon ?](#) », 1^{er} juillet 2022.

48. *Jeune Afrique*, « [Mali : la nouvelle loi électorale, du pain bénit pour la junte d'Assimi Goïta](#) » 30 août 2022.

49. Afrobaromètre, « [Afrobarometer Round 8](#) », 2020, p. 11.

50. *Ibid.*, p. 60.

51. Entretien (notes), colonel de l'armée française, Bamako, 24 août 2021 ; entretien (notes), général de l'armée française, Bamako, 28 août 2021.

et les soldats sur le terrain au nord et au centre. Lors de l'attaque de Boni au centre du Mali en 2021, qui a montré que des officiers peu aguerris occupaient des postes opérationnels à risque, les tensions entre les officiers à Bamako et les soldats du rang ont été révélées au grand jour. Lorsque la hiérarchie est venue en avion visiter les troupes dans la zone, les soldats ont manifesté tandis que les familles des soldats morts refusaient de voir les services sociaux à Bamako⁵². Ces types de conflits pourraient s'aggraver si les défaites s'accumulaient sur le terrain.

Le coup d'État de 2020 a aussi créé une ligne de fracture : une centaine d'officiers supérieurs occupant des postes à responsabilités sous la présidence d'IBK, ont été mis sur la touche, sans affectation. Outre la perte potentielle en ressources humaines, cette mise à l'écart peut aussi susciter des tensions au sein des forces. Enfin, une autre ligne de fracture mentionnée dans nos entretiens était, avant le départ de l'opération Barkhane du Mali, l'opposition entre les officiers francophiles et ceux plutôt hostiles à la présence française. D'un point de vue opérationnel, la mise en place des groupements tactiques interarmées n'est pas pleinement effective, elle rencontre des problèmes d'ordre technique, logistique, de ressources humaines : « Les unités ne sont pas fidélisées, les gens dans les mêmes unités ne se connaissent pas⁵³. »

Le respect des cycles opérationnels est une amélioration soulignée en 2021. De plus, les exactions des Forces armées maliennes (FAMa) contre les civils baissaient depuis plusieurs trimestres en 2020-2021⁵⁴, mais cette tendance s'est renversée depuis que l'approche coercitive avec Wagner s'est imposée (voir plus bas). L'importante augmentation du budget du secteur de la sécurité ces dernières années a permis quelques avancées sur les conditions de travail et sociales des soldats du rang, mais les résultats sont limités : la bancarisation des soldes n'est pas effective, les effectifs réels ne sont toujours pas connus, et les « ponctions » de supérieurs sur les primes et le ravitaillement continuent : « C'est bouffé par les chefs [...] des colonels construisent des immeubles, des fermes, cela pose des questions⁵⁵. »

DOMINATION MILITAIRE ET TOURNANT STRATÉGIQUE

Le « coup dans le coup » de mai 2021 a renversé le président de la transition Bah N'Daw et son Premier ministre Moctar Ouane. Ce deuxième coup en deux ans a permis de renforcer la domination des militaires sur la transition malienne. Il s'explique d'abord par des différends politiques profonds entre les deux dirigeants civils de la transition et la junte militaire. Ce « coup dans le coup » signifiait aussi politiquement une cooptation claire du M5-RFP avec un projet nationaliste de rejet des alliances stratégiques prises depuis 2012, dans le contexte d'un durcissement autoritaire. Le choix malien de rendre impossible l'intervention française Barkhane au Mali et de réaliser un partenariat stratégique avec la

52. Entretien (notes), responsable d'une organisation des droits humains, Bamako, 30 août 2021.

53. Entretien (notes), colonel de l'armée malienne n° 1, Bamako, 27 août 2021.

54. Entretien (notes), chercheur spécialiste de la protection des civils, Bamako, 2 septembre 2021.

55. Entretien (notes), responsable d'une organisation des droits humains, Bamako, 30 août 2021.

Russie s'inscrit à la fois dans des dynamiques de long terme et dans la contingence d'une détérioration de la relation entre la transition et la France en 2021.

L'accélération de la domination militaire

L'élément déclencheur du deuxième coup d'État de 2021 est la tentative de remaniement ministériel des dirigeants civils, qui ont essayé d'écarter le ministre de la Défense Sadio Camara, un acteur central et très respecté au sein de la transition⁵⁶. Il y avait aussi fondamentalement depuis plusieurs mois une divergence profonde sur la date de l'élection présidentielle, qui avait été initialement promise à la CEDEAO en février 2022, ce à quoi la junte militaire s'opposait fermement.

Ces dirigeants civils de la transition étaient de plus en plus perçus par les colonels de la transition comme proches du pouvoir français et ainsi comme un « contre-pouvoir⁵⁷ », dans le contexte d'une détérioration accélérée des relations France-Mali avec l'annonce, en juin 2021, d'une reconfiguration de l'opération Barkhane, menant à une fermeture de bases françaises au Nord Mali : « Macron pensait qu'il pouvait s'appuyer sur lui [le président civil de la transition, Bah N'Daw] pour éjecter les militaires. Les militaires se sont sentis menacés⁵⁸. »

Au-delà de ce conflit politique, se jouait aussi la négociation des attentes envers la transition militaire. La dégradation sécuritaire et la faiblesse de la réponse des FAMa couplées à ces annonces de reconfiguration de la présence française en juin 2021 ont ainsi mis politiquement au pied du mur la transition, comme en témoigne un haut gradé malien en août 2021 : « La junte a peur... ils sont entourés de loups⁵⁹. »

Avec la fermeture des bases de l'opération Barkhane au Nord Mali annoncée en juin 2021, les acteurs de la transition percevaient que l'ancienne puissance coloniale n'était plus en mesure d'assurer la protection du régime attendue, ce qui explique notamment la déclaration-choc du Premier ministre malien, Choguel Kokalla Maïga, à la tribune des Nations unies, le 25 septembre 2021, accusant la France d'un « abandon en plein vol » : « Les Maliens ont mal pris ces annonces⁶⁰. »

Les dix années d'opérations extérieures françaises au Mali ont mis en lumière que les élites maliennes ont finalement montré peu d'appétence à donner des réponses de fond aux insurrections djihadistes. L'intérêt des élites maliennes pour l'opération Barkhane reposait ainsi avant tout sur la garantie de protection contre les insurrections. Enfin, plusieurs membres de la junte ainsi que le Premier ministre avaient des affinités avec la puissance russe et partageaient en partie un rejet de l'intervention française. Dans ce contexte, la transition malienne a ainsi pu faire le constat d'une impopularité de la stratégie des

56. Yvan Guichaoua et Lamine Savané, « [Mali. Où va la "rectification" ?](#) », *op. cit.*

57. Entretien (notes), colonel de gendarmerie, 23 août 2021.

58. Entretien (notes), responsable politique de la CMA n° 1, 2 septembre 2021. Yvan Guichaoua et Lamine Savané, « [Mali. Où va la "rectification" ?](#) », *op. cit.* ont une analyse similaire.

59. Entretien (notes), général malien, Bamako, 2 septembre 2021.

60. *Ibid.*

interventions étrangères au Mali, et saisir le gain politique évident d'une remise en cause du lien avec la France.

La cooptation du M5-RFP était aussi une manière de neutraliser la seule menace sérieuse d'un mouvement socio-politique extérieur au pouvoir, tout en ayant une convergence de vue idéologique dans le contexte des tensions France-Mali : « Au sein du M5-RFP, on a ceux qui estiment que la transition a vraiment commencé en 2021, que la refondation nécessite une réforme profonde et que le délai de la transition n'est pas suffisant. Pour les anti, il y a la peur du régime de Moussa Traoré. Mais il y a aussi la peur que l'ancien système, qui a volé des milliards, achète l'élection et revienne⁶¹. »

Une forme d'interdépendance se construit ainsi, sans que Choguel Kokalla Maïga puisse réellement menacer la transition militaire⁶². Parallèlement, la transition s'appuie sur les divisions entre les acteurs religieux. L'imam Mahmoud Dicko est marginalisé par ses prises de position contre le tournant stratégique malien, tandis que la transition s'est rapprochée du cherif de Nioro⁶³. Enfin, en 2021 la pression devient de plus en plus forte contre l'ancienne classe politique au pouvoir sous IBK, avec la multiplication des ouvertures d'enquêtes judiciaires et de mandats d'arrêt⁶⁴, notamment contre Boubou Cissé et Karim Keita, actuellement en Côte d'Ivoire. L'extradition de ces opposants à la transition devient aujourd'hui une monnaie d'échange avec ce dernier pays, dans l'affaire des 49 puis 46 soldats ivoiriens incarcérés à Bamako⁶⁵.

Le tournant stratégique malien

La perception d'une absence de légitimité de la France dans la lutte contre le terrorisme a été utilisée par des élites, qui ont joué un double jeu dans une logique de rente politique. La rhétorique de la guerre contre le terrorisme a créé des attentes démesurées. L'exaspération des citoyens vis-à-vis de la détérioration sécuritaire a ainsi nourri le ressentiment envers la France, et suscité un public réceptif aux offres de nouveaux partenaires. Il ne s'agit pas seulement d'un pari stratégique que fait la transition militaire. C'est aussi un pari politique sur la ferveur de ce ressentiment qui, après dix ans d'intervention au Sahel, est indéniablement élevé au Mali et au Sahel. Le Premier ministre par intérim, le colonel Abdoulaye Maïga, et la diplomatie malienne ces derniers mois font feu de tout bois à ce sujet, utilisant à de nombreuses reprises l'expression de « junte française » à la tribune des Nations unies et multipliant des accusations diffamatoires contre la France.

Le ressentiment contre la France au Sahel n'est pas seulement lié à la détérioration sécuritaire continue depuis dix ans, il l'est aussi aux spécificités de la relation entre la France et ses anciennes colonies, d'un point de vue politique, social et militaire. Ces questions

61. Entretien (notes), spécialiste du secteur de la sécurité, Bamako, 25 août 2021.

62. Entretien (notes), colonel de gendarmerie, 23 août 2021.

63. *Jeune Afrique*, « [Mali : le cherif de Nioro, faiseur de présidents](#) », 8 juin 2022.

64. *Jeune Afrique*, « [Mali : discrétion, exil ou détention... Que deviennent les caciques de l'ère IBK ?](#) », 30 août 2022.

65. *Le Monde* avec AFP, « [La Côte d'Ivoire dénonce une "prise d'otage" de ses soldats par le Mali](#) », 12 septembre 2022.

douloureuses infusent dans les sociétés sahéennes depuis plusieurs années⁶⁶, comme elles avaient pu s'illustrer dans un autre contexte en Côte d'Ivoire⁶⁷. Les sociétés sahéennes, en particulier les classes moyennes éduquées, font le constat par exemple de la quasi-disparition de l'assistance technique française en Afrique à partir des années 1980-1990, et d'une partie de son *soft power*, notamment via la culture et l'enseignement supérieur. Les jeunes générations éprouvent aussi un fort ressentiment vis-à-vis du durcissement des politiques migratoires en Afrique de l'Ouest. La fin de la guerre froide a aussi exposé le dilemme entre la protection de régimes politiques perçus comme amis et le discours de promotion de valeurs démocratiques sur le continent africain⁶⁸. Cette tension est aujourd'hui illustrée par la plaisanterie qu'on entend à Bamako ces jours-ci : il y aurait au Sahel un putschiste « *halal* » (licite) comme Mahamat Idriss Déby au Tchad, et un putschiste « *haram* » (illicite) comme Assimi Goïta.

Nos entretiens effectués en 2021 ont révélé qu'au sein même de l'armée malienne il existait des débats sur la présence française. Certains estimaient celle-ci nécessaire pour mener la lutte contre les groupes insurgés djihadistes. D'autres soutenaient l'opinion de plus en plus répandue après le constat de dix années d'échecs ou par convictions idéologiques que cette présence n'était plus nécessaire. D'autres encore, plus pragmatiques, étaient favorables à la reconfiguration de Barkhane annoncée en 2021. Ainsi en août 2021, juste avant l'accélération de la crise diplomatique menant au départ de Barkhane, un colonel malien affirmait : « C'est une très bonne chose que Barkhane se réduise. Le bilan est mitigé. On n'a pas besoin de beaucoup d'hommes. Il faut être léger sur le terrain. [...] Il faut de l'agilité, de l'aviation et le renseignement des frappes⁶⁹. »

De nombreux observateurs de la vie politique malienne soulignaient que l'acceptation sociale de l'intervention française diminuait fortement : « Certains pensent que cela va laisser un grand vide, d'autres disent que de toute façon les forces partenaires ne servaient pas à grand-chose [...]. Beaucoup pensent que le Mali doit prendre son destin en main⁷⁰. » D'autres voient dans le rejet de Barkhane l'opportunité de revoir la stratégie même de lutte contre le terrorisme via l'outil militaire : « Le départ de Barkhane, c'est une opportunité, l'échec de l'approche militaire⁷¹. »

Les sondages d'opinion⁷² montrent en effet que la baisse de la perception favorable de l'intervention française au Mali a été rapide : en février 2013, « l'intervention militaire française pour la libération du Nord Mali » recueillait 97 % d'opinions favorables⁷³, contre 56 % en 2014 pour les « interventions Serval puis Barkhane pour la sécurisation des régions

66. Rahmane Idrissa, « [Du sentiment antifrçais au Sahel](#) », *La Gazette perpendiculaire*, 22 novembre 2021.

67. Richard Banégas, « Côte d'Ivoire : les jeunes "se lèvent en hommes". Anticolonialisme et ultranationalisme chez les Jeunes patriotes d'Abidjan », *Les études du CERI*, n° 137, 2007 ; Bruno Charbonneau, « The Imperial Legacy of International Peacebuilding: The Case of Francophone Africa », *Review of International Studies*, 40:3, 2014, p. 607-630.

68. Laurent Bansept et Élie Tenenbaum, « [Après Barkhane : repenser la posture stratégique française en Afrique de l'Ouest](#) », Focus stratégique, n° 109, Ifri, mai 2022.

69. Entretien (notes), colonel de l'armée malienne, 30 août 2021.

70. Entretien (notes), responsable d'une organisation des droits humains, Bamako, 30 août 2021.

71. *Ibid.*

72. Les sondages Mali-mètre ont été critiqués du fait que ceux-ci ont pour particularité d'être réalisés seulement dans les capitales régionales du Mali, ce qui peut poser un problème d'équilibre urbain/rural.

73. Fondation Friedrich-Ebert, « [Enquête d'opinion "Que pensent les Maliens ?"](#) », Bamako, Mali-Mètre n° 2, 2013, p. 27.

du Nord⁷⁴ » ; fin 2019, 79,3 % des individus n'avaient pas « confiance en Barkhane pour lutter contre le terrorisme⁷⁵ ». Dans ce dernier sondage, le premier élément du principal reproche fait à l'intervention française est d'« être complice des groupes armés⁷⁶ ». Ces résultats varient selon les zones géographiques, mais la baisse est généralisée. Les décisions prises concernant le « tournant stratégique » (retrait de Barkhane, arrivée de la SMP russe Wagner) semblent globalement populaires même si là encore les résultats varient selon les régions : en avril 2022, 52 % des Maliens estimaient que le retrait de la force Barkhane aurait un effet positif sur la sécurité de leur région⁷⁷.

Les « pratiques informationnelles », en particulier russes, menées contre la présence militaire française en Afrique cherchent à capitaliser sur la construction de ce ressentiment au fil des années. Parallèlement aux négociations entre la transition militaire et les acteurs russes pour renforcer leur partenariat stratégique et *in fine* permettre l'arrivée de la SMP Wagner, une stratégie informationnelle est mise en place par la « galaxie Prigojine », du nom de Evgueni Prigojine, « sponsor du groupe Wagner et acteur clef de la politique africaine de la Russie⁷⁸ ». Elle passe notamment par la diffusion et le relais de contenus de désinformation en ligne, légitimant les acteurs russes et dénigrant la présence française.

Selon Maxime Audinet et Emmanuel Dreyfus, en participant à la construction de « récits stratégiques » comme cela a été réalisé ailleurs en Centrafrique⁷⁹, des « entrepreneurs d'influence » s'appuient sur de larges réseaux en ligne (activistes en ligne, blogueurs, voire même des journaux en ligne comme MaliJet). Ils s'appuient aussi sur des mobilisations de ce qui est perçu comme la « société civile alimentaire⁸⁰ », avec des groupes pro-transition à Bamako comme Yérèwolo. Ces contenus sont à la fois relayés par des Maliens soutenant les choix stratégiques de la transition, mais sont aussi le produit d'activités de désinformation devenant des formes d'« attaques informationnelles ». Le cas extrême de l'affaire de Gossi en avril 2022 le démontre⁸¹.

L'offre sécuritaire russe répondait à une demande d'une transition militaire malienne exposée dans un contexte de défiance de l'opinion contre les interventions (l'approbation de la MINUSMA a aussi fortement baissé au cours des années). Le « coup dans le coup » du 24 mai 2021 a exacerbé les tensions entre la junte militaire et la France, amenant à la primature un homme largement hostile au partenariat avec l'ancienne puissance coloniale. La décision française de condamner le deuxième coup d'État tout en soutenant la transition militaire « dynastique » au Tchad, puis l'annonce en juin 2021 d'une reconfiguration de l'opération Barkhane ont aussi participé à la genèse d'une crise diplomatique, tandis que la

74. Fondation Friedrich-Ebert, « [Enquête d'opinion "Que pensent les Maliens ?"](#) », Bamako, Mali-Mètre n° 5, 2014, p. 49.

75. Fondation Friedrich-Ebert, « [Enquête d'opinion "Que pensent les Maliens ?"](#) », Bamako, Mali-Mètre n° 11, 2020, p. 65.

76. *Ibid.*, p. 67.

77. Fondation Friedrich-Ebert, « [Enquête d'opinion "Que pensent les Maliens ?"](#) », Bamako, Mali-Mètre n° 13, 2022, p. 4.

78. Maxime Audinet et Emmanuel Dreyfus, *La Russie au Mali : une présence bicéphale*, *op. cit.*, p. 2.

79. Maxime Audinet, *Le Lion, l'Ours et les Hyènes : Acteurs, pratiques et récits de l'influence informationnelle russe en Afrique subsaharienne francophone* », Étude n° 83, IRSEM, 2021.

80. Entretien (notes), colonel de gendarmerie, 23 août 2021.

81. *Jeune Afrique*, « [Mali : à Gossi, la France accuse Wagner "d'attaque informationnelle"](#) », 22 avril 2022.

transition a surenchéri à de nombreuses reprises. La situation s'est définitivement envenimée avec la décision d'inviter la société militaire privée (SMP) russe Wagner à la fin de l'année 2021 entraînant ainsi la décision prise le 17 février 2022 par la France et ses partenaires impliqués dans la lutte contre les groupes armés djihadistes de se retirer militairement du Mali.

L'EXACERBATION DES ORDRES DE VIOLENCE ET LA QUESTION DE LA RÉOLUTION DES CONFLITS

Terrorisme et contre-terrorisme entretiennent des logiques et économies de la violence, une spirale qui semble sans fin. La « guerre contre le terrorisme » au Sahel a ainsi des effets durables, construisant des ordres de violence. Dans une logique de surenchère, la transition malienne dispose du soutien russe via la SMP Wagner qui accompagne cette volonté martiale actuellement. Tout ceci interroge sur la durabilité de la trajectoire de l'ordre socio-politique malien, et la volonté d'une résolution des conflits.

Exacerbation des ordres de violence

Les pratiques de contre-insurrection des armées nationales et la « milicianisation de la guerre contre le terrorisme⁸² » sont une profonde source d'insécurité pour les civils. Ces dernières années, les forces de l'ordre (militaires, polices) des États sahéliens ont été responsables d'une part croissante des victimes civiles au Mali⁸³, Burkina Faso⁸⁴, Niger⁸⁵, et au nord du Nigéria⁸⁶. Les logiques contre-insurrectionnelles participent ainsi à la construction des forces armées comme des forces occupantes.

Ces dynamiques sont à l'œuvre depuis des années notamment au centre du Mali, zone dans laquelle le régime d'IBK ne souhaitait pas ou peu d'opérations de l'intervention française Barkhane : « Les militaires ne restent pas longtemps, après les gens vont se venger, comme à Assongo⁸⁷. » Lorsque des abus sont commis, la justice ne connaît pas d'avancées majeures, comme d'ailleurs le traitement judiciaire du terrorisme : « Quand l'État avance sur les groupes armés, il ne peut pas aller trop loin car sinon il devrait aller s'intéresser aux militaires [...]. Rejoindre les groupes armés, c'est aussi une manière de se venger face à la non-justice contre les militaires⁸⁸. »

82. Tanguy Quidelleur, « Les dividendes de "la guerre contre le terrorisme" : milicianisation, États et interventions internationales au Mali et au Burkina Faso », *Cultures & Conflits*, 125:1, 2022, p. 115-138.

83. @J_LuengoCabrera, « [Mali: civilian fatalities by attributed perpetrator](#) », Twitter, 26 janvier 2021.

84. @J_LuengoCabrera. « [Burkina Faso: civilian fatalities by attributed perpetrator](#) », Twitter, 26 janvier 2021.

85. @J_LuengoCabrera, « [Niger: civilian fatalities by attributed perpetrator](#) », Twitter, 26 janvier 2021.

86. Amnesty International, *Stars on their shoulders. Blood on their hands. War crimes committed by the Nigerian military*, 2015.

87. Entretien (notes), responsable ONG paix et conflit, Bamako, 26 août 2021.

88. Entretien (notes), responsable d'une organisation des droits humains, Bamako, 30 août 2021.

Parallèlement, la violence des groupes armés djihadistes s'accélère : « Les décès liés à la violence islamiste militante en 2022 ont déjà dépassé ceux de toutes les années précédentes et devraient augmenter de près de 150 % par rapport à 2021⁸⁹. » Les attaques des groupes dans le sud du Mali, à proximité de Bamako, connaissent aussi des niveaux sans précédent. Les récentes attaques du Front de libération du Macina (membre de la coalition Jama'at Nusrat al Islam wal Muslimin, JNIM) en août 2022 contre la base militaire de Kati près de Bamako ont symbolisé leur potentiel de nuisance.

Cette spirale de la violence se poursuit sous la transition militaire et s'intensifie, avec des violences exercées contre les civils et un nombre de personnes déplacées en 2021 et 2022 atteignant des niveaux sans précédent⁹⁰. Charles Grémont a montré comment les groupes et individus ont fait face à ce contexte d'insécurité dans la région de Ménaka au Nord Mali près de la frontière nigérienne : « Les populations cherchent d'abord et avant tout à se protéger, à survivre dans un climat de violences généralisées et souvent imprévisibles⁹¹. » La situation produit ainsi de « nouvelles offres de violence » pour les groupes et individus, dans des contextes de concurrence anciens comme notamment entre des éleveurs daws-ahaq et peuls, accentuant la pression accrue sur le foncier pastoral. Ces tensions, qui étaient déjà fortes avant le conflit de 2012⁹², sont exacerbées par les ordres de violence qui se sont développés pendant le conflit.

La « guerre contre le terrorisme » au Sahel a ainsi des effets durables. Les acteurs internationaux et (trans)nationaux y jouent un rôle important, participant à la construction d'ordres de violence qui « normalisent l'utilisation de la force sur la base d'une prétendue nécessité pour les possibilités politiques⁹³ », priorisant une réponse militaire à des crises multiformes. La traduction politique de cet état de fait au Sahel s'illustre avec les coups d'État militaires au Mali et au Burkina Faso. En Afrique de l'Ouest, il y a depuis la fin de la guerre froide une augmentation globale des mutineries, les militaires jouent ainsi un rôle toujours essentiel malgré le multipartisme⁹⁴. Des officiers supérieurs passant par les meilleures écoles américaines ou françaises s'appuient sur des unités bien équipées et entraînées pour commettre des coups d'État comme cela a été le cas au Mali, au Burkina Faso et en Guinée ces dernières années.

La logique martiale

Depuis de nombreuses années les élites maliennes mais aussi une partie de l'opinion montrent une volonté marquée de répondre aux crises (Nord Mali, zone des trois frontières, centre du Mali) par une approche de surenchère de violence, une réponse martiale,

89. Africa Center for Strategic Studies, « [Mali's Militant Islamist Insurgency at Bamako's Doorstep](#) », Infographic, 29 août 2022.

90. @J_LuengoCabrera, « [Mali: violence against civilians & internally displaced persons](#) », Twitter, 25 août 2022.

91. Charles Grémont, « Dans le piège des offres de violence. Concurrences, protections et représailles dans la région de Ménaka (Nord-Mali, 2000-2018) », *Hérodote*, 172, 2019, p. 47.

92. Marie Derrider, *Élites, élections et transformations du politique au Mali*, op. cit.

93. Bruno Charbonneau, « Counter-insurgency governance in the Sahel », *International Affairs*, 97, 2021, p. 1812.

94. Maggie Dwyer, *Soldiers in Revolt: Army Mutinies in Africa*, Oxford, Oxford University Press, 2017.

demandant de manière régulière à l'opération Barkhane et à la MINUSMA une approche plus offensive contre les groupes armés. Le discours de la « montée en puissance » de l'armée malienne est ainsi un des discours les plus fréquents de la transition. La délégation à des groupes armés dans certaines zones continue notamment avec le Groupe autodéfense touareg Imghad et alliés (GATIA) du général Gamou. Dans la région très menacée de Ménaka, la mobilisation des groupes armés de la Plateforme⁹⁵ cherche à répondre au départ de Barkhane, tandis que la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) semble aussi se mobiliser sur cette question.

Comme sur d'autres théâtres (par exemple en Centrafrique), l'offre contre-insurrectionnelle russe sans autre contrepartie que monétaire séduit les élites au pouvoir. Au printemps 2022, le groupe Wagner comptait déjà plus de 1 000 éléments au Mali. Sa mission est principalement de mener des interventions communes avec les Forces armées maliennes (FAMA) contre le Front de libération du Macina ou Katiba Macina au centre du pays, zone dans laquelle les insurrections djihadistes et le cycle de violence milicien font rage depuis plusieurs années. Cette association FAMA/Wagner a jusqu'ici exacerbé les tensions communautaires, par exemple en raison du ciblage des communautés peules dans ces opérations conjointes. Ceci favorise le recrutement par les groupes armés djihadistes et accroît la méfiance envers les autorités maliennes. Depuis qu'il opère au Mali, le groupe Wagner a fait jusqu'ici « un effort de discrétion accru⁹⁶ » par rapport à des théâtres précédents, car officiellement les parties malienne et russe ne reconnaissent que la présence d'« instructeurs russes », tandis que le financement de Wagner au Mali reste opaque⁹⁷.

Le massacre de Moura⁹⁸ causant 300 morts est l'illustration la plus sanglante de ce partenariat sur le terrain au centre du Mali. *Armed Conflict Location & Event Data Project* (ACLED) recense « près de 500 victimes civiles dues à ces attaques » tandis que « 71 % des faits de violence politique auxquels le groupe Wagner a pris part au Mali ont été marqués par des violences visant des populations civiles⁹⁹ ». Les rapports et enquêtes faisant état d'exactions, pratiques de torture, pillages, et même récemment de violences sexuelles contre les populations civiles¹⁰⁰ sont nombreux. Néanmoins, ces exactions sont perçues par les autorités de transition non pas comme une anomalie, mais comme une répression légitime contre leurs ennemis, tandis qu'une partie de l'opinion publique soutient ces méthodes. Cette perception change selon les communautés. Beaucoup de villages au centre ont peur d'être les prochains « Moura ». Les représentants de ces villages et de certaines communautés à Bamako cherchent à se faire entendre auprès de la transition.

95. RFI, « [Au Mali, Ménaka se prépare au prochain assaut terroriste de l'EIGS](#) », 4 octobre 2022.

96. Maxime Audinet et Emmanuel Dreyfus, *La Russie au Mali : une présence bicéphale*, op. cit., p. 15.

97. Ibid., p. 16 ; *Jeune Afrique*, « [Mali : comment Wagner compte faire main basse sur des mines d'or](#) », 7 septembre 2022.

98. Human Rights Watch, « [Mali : Massacre perpétré par l'armée et des soldats étrangers](#) », 5 avril 2022.

99. ACLED, « [Les opérations du groupe Wagner en Afrique](#) », 30 août 2022.

100. *Jeune Afrique*, « [Mali : à Nia Ouro, les hommes de Wagner "ont arraché les pagnes des femmes et les ont violées"](#) », 8 septembre 2022.

L'ordre socio-politique malien et la résolution des conflits

Cette violence atteignant des niveaux paroxystiques cache l'absence d'avancées sur les initiatives de résolution durable du conflit. Les angles morts sont nombreux selon nos interlocuteurs. Les processus de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR), qu'ils soient au Nord Mali ou « spécial région du centre » ne progressent pas ou peu : « le retard du DDR est la cause principale de la dégradation sécuritaire¹⁰¹ » ; « le DDR est important, les armes circulent, c'est le gros problème¹⁰² ». Au Nord Mali, un membre de la CMA précise que le « mécanisme opérationnel de coordination n'avance pas », qu'il n'y a pas d'entente sur le quota que les signataires des accords d'Alger doivent obtenir, et que les recrutements ne sont pas opérés dans leurs troupes. Il y a donc un manque de volonté politique¹⁰³. Au centre, le DDR spécial à Mopti ne progresse pas non plus : « Les groupes signataires dénoncent que le processus est au ralenti, avec le coût élevé du DDR. Les candidats veulent intégrer l'armée, mais pas entendre parler de réinsertion sociale. Il y a des problèmes d'identification, les gens achètent des armes pour devenir des ex-combattants¹⁰⁴. »

Dans le secteur de la sécurité, le Plan de sécurisation de la région du centre (PSIRC) avancerait difficilement en raison des tensions entre militaires et policiers¹⁰⁵. La lutte contre l'impunité est notamment citée comme un problème récurrent, qui induit d'importantes lacunes dans la confiance force-population. Pour certains, les indicateurs de ce qui constitue la sécurité doivent changer : « Cela doit être le nombre d'écoles ouvertes, l'accès aux foires (marchés), aux champs¹⁰⁶. » D'autres signalent que l'organisation d'élections en tant que telles ne résoudra pas grand-chose : « Avant de faire des élections, il faut renégocier l'État avec les communautés, avec un dispositif de dialogue au niveau local, pour comprendre comment les communautés voient la forme de l'État¹⁰⁷. »

L'augmentation actuelle des tensions au Nord Mali est probablement l'une des dimensions les plus graves. Le problème est profond et ancien. D'un point de vue politique, les accords d'Alger signés sous la pression internationale n'avancent plus. L'absence de résultats sur le DDR et des projets de développement au Nord, ainsi que l'absence de consensus sur les modalités de l'organisation du secteur de la sécurité au Nord Mali traduisent de profondes divergences : « Les FAMa pour nous, c'est comme une armée ennemie, ils nous traitent comme des djihadistes [...]. Nous cherchons donc une armée reconstituée, avec les fils du terroir¹⁰⁸. » Les relations entre la CMA et le JNIM sont ambiguës, « ni paix ni guerre¹⁰⁹ », mais la crainte subsiste que le JNIM puisse reprendre des forces et réimposer sa loi sur Kidal, centre politique du Nord Mali. Ces déséquilibres sont renforcés par le départ de l'opération Barkhane, qui agissait comme un contrepoids au JNIM dans la

101. Entretien (notes), commissaire de police, Bamako, 30 août 2021.

102. Entretien (notes), colonel de l'armée malienne, Bamako, 30 août 2021.

103. Entretien (notes), responsable de la CMA n°1, Bamako, 1^{er} septembre 2021.

104. Entretien (notes), responsable ONG résolution des conflits, 27 août 2021.

105. Entretien (notes), responsable ONG paix et conflit, Bamako, 26 août 2021.

106. Entretien (notes), responsable d'une organisation des droits humains, Bamako, 30 août 2021.

107. Entretien (notes), responsable ONG développement, Bamako, 25 août 2021.

108. Entretien (notes), responsable de la CMA n°1, Bamako, 1^{er} septembre 2021.

109. Entretien (notes), responsable de la CMA n°2, Bamako, 2 septembre 2021.

région. La progression actuelle de l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) pourrait aussi remettre en cause ces équilibres.

Les insurrections djihadistes au Mali posent la question de l'émergence durable d'ordres politiques concurrents à l'État¹¹⁰. Depuis la défaite militaire djihadiste lors de la reconquête du territoire malien par l'opération Serval, ces insurrections sont principalement rurales avec des systèmes décentralisés de réseaux de bataillons (katiba), avec une autorité centrale qui délègue à des leaders locaux, les « chefs de markaz ». Ceux-ci collectent le zakat, l'impôt islamique, et rendent la justice grâce aux juges islamiques, les qadis¹¹¹. L'émergence de ces ordres politiques ne signifie pas forcément que ces groupes cherchent à construire un État : « Ces groupes ne visent pas nécessairement un contrôle territorial permanent, car cela entraînerait certains coûts, mais plutôt l'obtention d'une emprise sociale sur des populations ciblées¹¹². » Toutefois cette éventualité ne peut être écartée.

Ces acteurs manœuvrent à l'intersection de leur doctrine religieuse et des exigences du terrain, proposant localement une contre-offre politique aux États qui s'adaptent aux contextes¹¹³. Ces « entrepreneurs de violence » sont parfois perçus comme plus efficaces que les acteurs nationaux ou internationaux pour certaines communautés, comme dans le cas de Tillabéri au Niger, en raison du « rejet violent d'un mode de gouvernance étatique dysfonctionnel, distant, faible et souvent coercitif¹¹⁴ ». Mais ce mode de gouvernement est sporadique et repose principalement sur la coercition des populations, qui doivent négocier l'ordre social au jour le jour.

Le sujet des « négociations » avec les insurrections djihadistes est une antienne depuis plusieurs années, mais il dépasse par sa complexité les simples questions politiques ou morales d'acteurs étatiques « laïcs » négociant avec des « djihadistes ». Tout d'abord, l'expérience de ces négociations au Mali, Burkina Faso et Niger marque l'importance – et jusqu'ici, à part éventuellement au Niger, l'inexistence – d'une stratégie nationale de dialogue avec ces groupes. Les négociations au niveau local, faisant écho à un agenda de « paix par le bas » des politiques de consolidation de la paix, comme le rappelle Alexander Thurston, n'ont pas jusqu'ici rencontré de succès probant.

L'acceptation sociale de compromis avec les djihadistes est sujette à des discussions dans la société malienne et source d'ambiguïtés : « La shari'a, même au niveau local... On est dans un pays laïc [...]. Mais il y a des revendications qu'on peut entendre, comme l'organisation de la justice¹¹⁵. » La question de la définition de la shari'a n'est ainsi « pas un

110. Morten Bøås et Francesco Strazzari, « Governance, Fragility and Insurgency in the Sahel: A Hybrid Political Order in the Making », *The International Spectator*, 55:4, 2020, p. 1-17 ; Georg Klute, « Postface: Emerging Orders in the Sahel? », *The International Spectator*, 55:4, 2020, p. 133-136.

111. Natasja Rupesinghe, Mikael Hibergh Naghizadeh et Corentin Cohen, « [Reviewing Jihadist Governance in the Sahel](#) », Norwegian Institute of International Affairs, Working paper, 894, 2021.

112. Morten Bøås et Francesco Strazzari, « Governance, Fragility and Insurgency in the Sahel », *op. cit.*, p. 13.

113. Alexander Thurston, *Jihadists of North Africa and the Sahel*, Cambridge, Cambridge University Press, 2020.

114. Morten Bøås, Abdoul Wakhab Cissé et Laouali Mahamane, « Explaining Violence in Tillabéri: Insurgent Appropriation of Local Grievances? », *The International Spectator*, 55:4, 2020, p. 130.

115. Entretien (notes), commandant de l'armée malienne, Bamako, 30 août 2021.

objet fixe auquel les musulmans se rapportent, mais plutôt un champ discursif soumis aux efforts de divers acteurs pour l'objectiver¹¹⁶ ».

Dans un scénario où aucun acteur n'est capable d'imposer un ordre socio-politique stable, les élites, acteurs internationaux et djihadistes pourraient chercher « [...] des compromis imparfaits, avec un rôle croissant des personnalités politico-religieuses¹¹⁷ ». Sur le fond, ces négociations pourraient poser des questions existentielles pour l'avenir de la démocratisation ou du libéralisme politique au Sahel : « Et si les voix locales se souciaient davantage de réduire la violence que du libéralisme en tant que but ? Que se passera-t-il si la "société civile" et les "extrémistes" s'accordent sur l'importance politique de l'ethnicité et sur l'objectif général d'islamiser l'État et la société¹¹⁸ ? »

CONCLUSION

Le modèle de gouvernement de l'État post-colonial n'a pas pu se renouveler par l'ouverture démocratique, alors que les mondes ruraux et urbains se transforment socialement. L'épuisement du système politique malien a ainsi ouvert la voie à un projet, le *Mali Kura*, annonçant une profonde réforme de l'État, une logique martiale pour résoudre les conflits multidimensionnels, et une remise en cause de la démocratie électorale au profit d'une pratique de pouvoir se présentant comme efficace. Le soutien populaire à ce discours guerrier du *Mali Fanga* de la transition militaire traduit ce choix de réponse aux crises maliennes, dont les résultats actuels se résument à une fuite en avant autoritaire, une exacerbation des économies et ordres de violence, et une remise en cause des interventions internationales et partenariats stratégiques.

Il est encore trop tôt pour savoir si les militaires se résoudront à être des « arbitres » du jeu politique, ouvrant la voie à un retour à un gouvernement civil par l'élection, ou des dirigeants sur le long terme. Tout indique qu'ils vont conserver une assise politique importante, même si le calendrier et la loi électorale sont effectivement mis en place à l'horizon des prochaines années. L'armée est profondément exposée par les défis sécuritaires auxquels elle fait face simultanément au centre, au nord, et aujourd'hui au sud du Mali. La durabilité de la popularité de cette armée, alors qu'elle a acquis un poids démesuré dans le budget de l'État, est incertaine.

Les choix stratégiques récents au Mali vont probablement continuer d'exacerber les ordres et économies de la violence qui tourmentent le Sahel depuis dix ans. L'étendue du soutien militaire russe au Mali pourrait augmenter dans les prochains mois. Néanmoins, ce pari stratégique est fragilisé par la guerre en Ukraine, qui engendre beaucoup d'incertitudes. Le narratif qui est produit par les acteurs russes les présente aux sociétés sahéliennes comme des agents de changement, tout en séduisant les élites au pouvoir par une

116. Alexander Thurston, « Illiberalism and post-conflict settlements with jihadists: a Malian case study », *Third World Quarterly*, 43:10, 2022, p. 2405.

117. Morten Bøås et Francesco Strazzari, « Governance, Fragility and Insurgency in the Sahel », *op. cit.*, p. 14.

118. Alexander Thurston, « Illiberalism and post-conflict settlements with jihadists », *op. cit.*, p. 2404.

offre contre-insurrectionnelle sans autre contrepartie que monétaire. Sa réussite permet aux acteurs russes des gains symboliques et stratégiques immédiats.

Ce discours simple est aussi efficace car beaucoup de Maliens et Maliennes ne comprennent pas la présence des acteurs internationaux comme la France ou la MINUSMA, les estimant généralement au mieux inutiles, au pire présents uniquement pour servir leurs propres intérêts, sources de nombreux fantasmes. La majorité des citoyens ne croit pas, ou ne croit plus, les narratifs internationaux concernant la promotion de la démocratie ou encore le retour de l'État.

Fondamentalement, la trajectoire politique de la transition militaire repose sur le déni de l'échec de l'approche focalisée sur l'outil militaire, amenant à une surenchère de violence. Celle-ci ne permet pas de répondre aux questions existentielles qui se posent à la forme de gouvernement de l'État post-colonial. Au-delà de la question politico-religieuse, c'est aussi finalement le renforcement d'une forme d'ordre social hétérarchique avec une faible structuration étatique¹¹⁹ qui s'établit dans certains territoires au Mali et au Sahel. Ces configurations fondées sur des chaînes d'interdépendance (re)deviennent un aspect majeur de la forme de gouvernement et de la nature du pouvoir¹²⁰.

Dans un scénario où aucun acteur n'est capable d'imposer un ordre socio-politique stable par la violence et/ou la négociation, cette situation pourrait accentuer le contraste entre le contrôle des centres urbains et celui des zones rurales, mais aussi conduire à un éloignement encore plus important de l'État dans des parties entières du Mali.

L'auteur remercie Jonathan Sears, Denis Tull et Yvan Guichaoua pour leurs commentaires et révisions qui ont permis d'améliorer cette Note. Toute erreur est de son fait.

Maxime Ricard est chercheur Afrique de l'Ouest à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM). Titulaire d'un doctorat en science politique (2020) de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), il a été coordonnateur du Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix de la Chaire Raoul-Dandurand à l'UQAM de 2016 à 2021. Avant d'intégrer la recherche académique, il a exercé pendant deux années dans le domaine de la résolution des conflits en Côte d'Ivoire.

Il est spécialiste en paix et sécurité ainsi qu'en études africaines. Ses recherches de thèse ont porté sur les pratiques sécuritaires d'acteurs non étatiques dans le post-conflit en Côte d'Ivoire, en particulier les cas du vigilantisme urbain à Abidjan, des chasseurs dozos à l'ouest et des entreprises de sécurité privée à Abidjan. Il a récemment co-édité le *Routledge Handbook of African Peacebuilding* (2022).

Contact : maxime.ricard@irsem.fr

119. Morten Bøås et Francesco Strazzari, « Governance, Fragility and Insurgency in the Sahel », *op. cit.*, p. 14.

120. Norbert Elias, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, La Tour-d'Aigues, Éd. de l'Aube, 1993, p. 159.